



5 minutes pour les affaires : l'état de l'économie

14 juin 2018

Tarifs. Négociations commerciales. Pipelines. Changements gouvernementaux. Alors que l'économie canadienne continue de se développer (quoique plutôt lentement), ceux-ci sont certains des facteurs ayant le pouvoir de la ralentir. Avec l'arrivée de l'été et avec la moitié de l'année 2018 déjà écoulée, c'est maintenant le bon moment pour faire le bilan de la performance économique du Canada et de considérer ce que l'autre moitié de l'année nous réserve.

L'économie a vacillé en 2018, progressant péniblement en raison des faibles dépenses des consommateurs et des marchés immobiliers. Le PIB réel a augmenté à un rythme de 1,3 % dans les trois premiers mois de 2018, ce qui en fait la croissance trimestrielle la plus lente en presque deux ans. L'économie canadienne s'est développée à un taux de moins de 2 % pour le troisième trimestre consécutif, bien loin de la moyenne de quasi 4 % qui prévalait entre juillet 2016 et juin 2017.

La bonne nouvelle est que la croissance économique semble être sur le point de s'accélérer. Alors que les résultats cumulatifs ont déçu, le trimestre s'est terminé avec un PIB en hausse de 0,4 % en février, suivi par une augmentation de 0,3 % le mois subséquent. Les exportations ont augmenté de 1,6 % en avril, un bon signe pour une économie qui aura besoin de se fier plus aux marchés d'exportation que sur les dépenses des consommateurs pour assurer sa croissance. Cette fin encourageante a renouvelé l'espoir de voir un rebond de l'économie, avec un momentum plus fort durant le 2^e trimestre.

En contrepartie, l'incertitude liée à plusieurs problèmes économiques pèse lourd sur les investissements des entreprises. Tout optimisme selon lequel l'économie s'améliore est tempéré par cette incertitude, qui risque de décourager les investissements au Canada. Les importations ont décliné en avril, indiquant une diminution des investissements des entreprises et de la demande nationale au cours du mois.

L'insécurité constante en ce qui a trait aux politiques commerciales continue de faire de l'ombre sur les perspectives du Canada. Les récents tarifs sur l'acier et l'aluminium imposés par les États-Unis (et les représailles canadiennes) augmentent les préoccupations des investisseurs à propos de l'avenir de l'ALENA, ainsi que ce qu'un retrait américain représenterait pour le Canada. Avec un nouveau gouvernement en Ontario, le Canada aura un travail colossal à faire pour maintenir un front unifié, en réponse à de possibles représailles.

Ce qui complique encore plus les choses, ce sont les mesures extraordinaires du gouvernement fédéral pour acquérir le pipeline Trans Mountain, une décision qui n'aurait jamais dû être nécessaire. Il s'agit d'un autre signe qu'il est impératif d'examiner sérieusement notre [système de réglementation défaillant](#) et de nous assurer que le Canada demeure un endroit attirant pour investir et faire des affaires.

Ces développements ont augmenté les doutes existants sur la compétitivité des entreprises canadiennes. Le régime fiscal canadien perd de sa compétitivité relative en comparaison avec ses pairs à cause de la récente réforme fiscale aux

États-Unis et en France. Une incertitude significative entoure aussi la façon dont l'Agence du revenu du Canada évaluera les nouveaux changements fiscaux pour les petites entreprises dans le budget 2018. Ces facteurs forcent les investisseurs à se tourner vers d'autres marchés ou à ne pas investir.

La perspective est essentielle pour les investissements d'affaires parce que la Banque du Canada considère que l'économie peut se permettre des coûts d'emprunt plus élevés, selon les décisions politiques monétaires. Bien qu'elle ait été plus prudente jusqu'ici, la Banque centrale a récemment signalé que les taux d'intérêt plus élevés seront de mise, et que le conseil de gouvernance adoptera une approche graduelle pour ajuster ses taux.

Les données actuelles sur la croissance économique tendent à vouloir soutenir ces faits. Les ménages canadiens pourraient être en mesure de gérer une augmentation des taux hypothécaires et de la dette des consommateurs, en autant que l'économie canadienne continue de croître et que le taux de chômage demeure relativement bas. Le risque demeure néanmoins élevé par rapport à un éventuel déraillement des perspectives économiques du Canada et de la confiance des investisseurs, en raison des incertitudes. La [récente mission du FMI au Canada a conclu](#) que nos perspectives économiques sont sujettes à des risques significatifs, y compris une correction évidente du marché immobilier doublée d'un système bancaire qui doit faire face à une lourde dette des ménages et des entreprises.

Le [rapport Boule de cristal](#) de la Chambre de commerce du Canada a prédit une incertitude pour les perspectives économiques et politiques du Canada en 2018. Les déséquilibres financiers et économiques ont créé une reprise économique fragile alors que la hausse du protectionnisme peut quant à elle se transformer en une guerre commerciale. Les marchés et les modèles d'affaires sont perturbés par les nouvelles technologies et opportunités. Globalement, les entreprises canadiennes ont de la difficulté à s'adapter à la vitesse du changement.

De plus, la performance économique du Canada dans la première moitié de 2018 nous démontre que si l'on peut avoir une certitude, c'est que l'économie actuelle est un état permanent d'incertitude.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Trevin Stratton, Ph.D., économiste en chef,
tstratton@chamber.ca

**Merci à nos commanditaires du rapport
Scruter la boule de cristal**

